

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20181107-RAP-DACA0143		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Carrière de calcaire de LAFARGEHOLCIM CEMENTS lieu-dit « Montagne Saint Victor » à Viviers et Le Teil  Siège : LAFARGEHOLCIM CEMENTS Usine du Teil – BP 5 – 07407 LE TEIL CEDEX		S3IC 61-476 Priorité <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre DREAL <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Régime <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS SEVESO
Activités principales : Carrière, transit et traitement de matériaux		
Date du contrôle : 28 novembre 2018		
Inspecteur(s) : Eric CHARMASSON accompagné de Gaëlle MOREL		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ...		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>dispositions préliminaires à l'exploitation</li> <li>limitation et surveillance des émissions de poussières</li> <li>suivi des tirs de mines</li> <li>prescriptions pour les fronts de 20 m.</li> </ul>		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Carrière, transit et traitement des matériaux</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière du 02 mars 2018 (durée 30 ans)</li> <li>arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Stéphane POIRIER	LAFARGEHOLCIM CEMENTS	Responsable de la carrière
Copies	Exploitant : <input checked="" type="checkbox"/> DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision 4, <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

La carrière et les installations de traitement de la société LAFARGEHOLCIM CEMENTS sise sur les communes de Viviers et Le Teil est autorisée par l'arrêté n°07-2018-03-02-001 du 02 mars 2018 pour une durée de 30 ans. Les calcaires extraits sont majoritairement destinés à alimenter la cimenterie à proximité (Usine du Teil) ainsi que l'usine à chaux de Cruas.

La visite a été annoncée par courrier du 08 novembre 2018 et a été réalisée le 28 novembre 2018.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Suites données à la précédente inspection :

La précédente inspection s'est déroulée le 23 avril 2015 et a fait l'objet des remarques suivantes :

- demande de communication des résultats des analyses des retombées de poussières ;
- Rejet d'eau dans le milieu naturel (ruisseau de Valchaude) réaliser un prélèvement en sortie du bassin.

L'exploitant a répondu à ces remarques le 22 juin 2015 : transmission du bilan 2014 des retombées de poussières et prise en compte du prélèvement en sortie du bassin de Valchaude (dans le nouvel arrêté).

#### 2.2 – Thèmes

Article de l'arrêté n° 07-2018-03-02-001 du 02 mars 2018	Constats	Suites
<b>Titre II : Réglementations générales et dispositions préliminaires</b>		
<b>Article 4 :</b>  Directeur technique – consignes – prévention – formation	<p>Le Document Unique d'Évaluation des Risques (DUER) est présent. La dernière version date du 13 novembre 2017.</p> <p>Les dossiers de prescriptions sont présents et accessibles au personnel sur un présentoir dédié au niveau de la salle de commande de l'installation de traitement.</p> <p>Les formations suivies par le personnel sont listées de façon dématérialisée (portail sécurité usine).</p> <p>La liste des formations suivies, des 1/4 d'heure sécurité et les dates de recyclage pour les agents sont indiquées (habilitations électriques, CACES, SST...).</p>	<b>Sans objet</b>
<b>Article 6 :</b> Dispositions préliminaires  <b>Article 5 et 6.1 à 6.4 :</b>	La déclaration de réalisation des travaux préalables et de mise en service de la carrière a été faite par courrier du 23 octobre 2018.	<b>Observation :</b>  Des panneaux sont présents au niveau des pistes d'accès à la carrière.

Travaux préalables	<p>Elle prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les clôtures ;</li> <li>– l'information du public ;</li> <li>– le plan de bornage ;</li> <li>– les accès à la carrière ;</li> <li>– l'information des Maires de Viviers et Le Teil ;</li> <li>– les garanties financières d'un montant de 2 197 433 €.</li> </ul>	<p>Toutefois pour accéder à la carrière il est nécessaire de passer par l'usine. Le public ne peut donc pas voir les informations et notamment la possibilité de consulter en Mairie l'arrêté d'autorisation et les conditions de remise en état de la carrière.</p> <p>Demande de mettre en place un panneau ou déplacer l'existant afin qu'il soit visible par le public.</p> <p><b>Délais 3 mois.</b></p>
<b>Titre III : Exploitation</b>		
<p><b>Article 7.3 :</b></p> <p>Abattage à l'explosif</p>	<p>Procédure d'information (riverains, Mairie et Gendarmerie) : L'exploitant a indiqué que la veille du tir, un mail est envoyé aux Mairies, à la Communauté de Brigades (CoB) et au Centre d'Opérations et de Renseignement de la Gendarmerie (CORG) ainsi qu'aux riverains qui l'ont demandé lors de l'enquête publique.</p> <p>Mesures des vibrations :</p> <p>Un sismographe a été mis à demeure chez Mme Clausel (point de référence à l'Ouest de la carrière avec limite à 5 mm/s). Une mesure du tir a été réalisée la semaine dernière, mais il est nécessaire de recalibrer le dispositif (appareillage trop sensible).</p> <p>Quartier Lebeau (au Nord du site) une mesure de vibration a été réalisée le 24 octobre avec un résultat de 1,07 mm/s.</p>	<p><b>Observations :</b></p> <p>Nécessiter de recalibrer le dispositif de mesure des vibrations chez Mme Clausel.</p> <p>Réaliser une mesure au niveau du captage de l'AEP de la Rouvière.</p> <p>Demande de transmission du bilan annuel des mesures de vibrations conformément à l'article 7.3.</p> <p><b>Délais de 3 mois.</b></p>
<p><b>Article 7.5 :</b></p> <p>Dérogations pour les deux fronts de plus de 20 m</p>	<p>Fronts aux cotes 185-205 et 250-270m NGF.</p> <p>Les fronts sont entre 15 et 20 m de hauteur.</p> <p>Les largeurs de banquettes sont respectées (au moins 35 m). Remarque, lors de l'exploitation le merlon de pied de front (à 10 m et 1,5 m de haut) n'est pas installé pour permettre l'accès aux matériaux.</p>	<p><b>Sans objet</b></p>
<p><b>Article 7.10 :</b></p>	<p>L'exploitant a remis lors de l'inspection le plan topographique réalisé le 28 novembre</p>	<p><b>Observation :</b> Lors de la réalisation du prochain plan</p>

Registre et plans	2017.	topographique penser notamment à ajouter le nouveau périmètre autorisé et les éléments demandés dans l'article 7.10.
-------------------	-------	--

### Titre V : Prévention des pollutions

<b>Article 10.3 :</b> Rejets d'eau dans le milieu naturel	L'arrêté prévoit la réalisation d'une mesure annuelle sur les 3 points de rejets d'eau dans le milieu naturel dont les coordonnées sont précisées dans l'article 10.3.	<b>Observation :</b> Réaliser cette mesure en 2019 et transmettre les résultats à l'inspection.
<b>Article 11 :</b> Pollution de l'air	<p>Le plan de surveillance des émissions de poussières a été transmis à l'inspection en octobre 2017.</p> <p>Le bilan du premier trimestre de suivi des retombées de poussières par jauges Owens a été transmis par le bureau d'étude.</p> <p>Des incohérences sont présentes dans ce rapport (peut être problème d'unités et plusieurs jauges avec les mêmes résultats).</p>	<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit demander des précisions à son bureau d'étude sur les résultats qui lui ont été transmis.</p> <p>Demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats du deuxième trimestre de suivi.</p> <p><b>Délais 3 mois.</b></p>


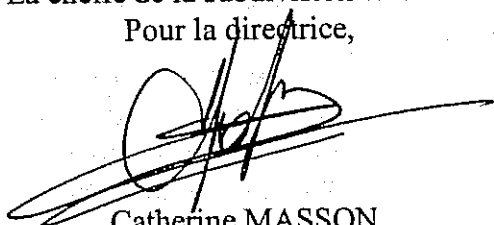
#### Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

#### Synthèse des suites :

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

En cas de non transmission dans les délais mentionnés de ces éléments, en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'inspection proposera à madame le préfet de l'Ardèche de mettre en demeure la société LAFARGEHOLCIM CEMENTS de respecter les conditions d'exploitation de sa carrière, en application de l'article L.171-8.

Rédacteur	Vérificateur/Approbateur
le 14/12/2018	le 14/12/2018
L'inspecteur de l'environnement	La cheffe de la subdivision carrières Pour la directrice,
	
Eric CHARMASSON	Catherine MASSON